

## La célébration de la défaite du socialisme dans le *Dictionnaire de l'économie politique*

Hélène Desbrousses

Dans la première édition du *Dictionnaire de l'économie politique*, Louis Reybaud<sup>1</sup>, parmi d'autres contributeurs, proclame l'oraison funèbre du socialisme, comme de toute perspective visant à s'opposer aux « lois » immanentes du régime de production en place, telles que la « science » de l'économie politique les révèle. Cette prise de position correspond assez bien à « l'esprit » général — on pourrait dire l'idéologie — qui anime l'ensemble de l'ouvrage.

Publié par l'éditeur Guillaumin<sup>2</sup>, la première édition du *Dictionnaire de l'économie politique*, paraît en 1852-53 (deux volumes de plus de 2000 pages). L'ouvrage connaîtra par la suite de nombreuses rééditions. Dans ses différents articles, le *Dictionnaire* propose sous forme systématisée et normative les analyses et prises de positions de l'école des économistes libéraux, dans la continuité du *Journal des économistes*, dont la première parution date de 1841.

Dans la ligne tracée par Jean-Baptiste Say, puis Frédéric Bastiat, les économistes de l'école libérale, sont partisans du libre-échange (libre accès au marché mondial), qui constitue pour eux un des héritages de « l'essor libéral et vraiment civilisateur » de la révolution de 1789, avant que, à partir de 1793, « l'état de l'opinion », ait conduit à se fourvoyer et à « égarer l'activité nationale dans [de] folles et déplorable directions »<sup>3</sup>.

Selon ces libéraux, le libre-échange devrait permettre en libérant des contraintes de l'Ancien Régime, de favoriser la mutation de l'économie française, lui permettant de rattraper son retard avec l'Angleterre<sup>4</sup>. Il s'agit de favoriser les

---

1 Louis Reybaud : journaliste, économiste, homme de lettres, homme politique (1799-1873), membre de l'Académie des sciences morales et politiques. Auteur prolifique, son nom est notamment associé à son *Etude sur les réformateurs contemporains et socialistes modernes* 1843 (Prix Montyon) — Engels reprend à son compte une partie de cette étude dans son « Socialisme utopique et socialisme scientifique », extrait de son *Anti-Dübring*.

2 Voir Lucette Le Van-Lemesle, « Guillaumin éditeur d'économie politique 1801-1864 », *Revue d'économie politique*, Volume 95, n° 2, 1985.

3 Introduction d'Ambroise Clément au *Dictionnaire de l'économie politique contenant l'exposition des principes de la science, l'opinion des écrivains qui ont le plus contribué à sa fondation et à ses progrès, la bibliographie générale de l'économie politique par noms d'auteurs et par ordre de matières*, (Paris, Guillaumin, deuxième édition, 1854).

4 Lucette Le Van-Lemesle, « L'institutionnalisation de l'économie politique en France », in Yves Breton et Michel Lutfalla (dir.), *L'économie politique en France au XIXe siècle*, (Paris, Economica, 1991), p. 355-388.

échanges entre régions mais aussi les échanges mondiaux. Citant Jean-Baptiste Say, écrit Lucette Le Van-Lemesle, la “race européenne”, stimulée par le libéralisme économique, pourrait dès lors « s'étendre dans le reste du monde », « sans être embarrassée de toutes les vieilleries politiques et religieuses qui nous retiennent dans les langes ». Dans ce procès de “mondialisation” des échanges, les débouchés paraissent sans limite, dans l'esprit des libéraux, qui, se fiant à la formule de Jean-Baptiste Say — les produits s'échangeant toujours contre des produits —, ne peuvent concevoir l'inéluctabilité de la survenue des crises commerciales. Au contraire de Sismondi, ils ne perçoivent pas que la forme contradictoire contenue *in ovo* dans la “forme marchandise” des produits du travail <sup>5</sup>, conduit nécessairement à des déséquilibres de l'économie, et que l'exportation de cette contradiction sur le marché mondial, au lieu de les réduire, tend à en décupler la portée.

Allant de pair avec la défense de la propriété, les économistes libéraux, moyennant quelques nuances, sont farouchement partisans de la “liberté” individuelle et des échanges, qui leur paraît devoir produire spontanément l'harmonie des intérêts. En conséquence, ils se révèlent hostiles aux politiques protectionnistes, et plus largement à tout interventionnisme étatique, à toute « organisation du travail » à la façon de Louis Blanc, nécessairement « arbitraire », le socialisme se présentant à la limite comme une forme excessive d'interventionnisme étatique.

Tout l'effort doit être dirigé sur le développement de la puissance productive, plutôt que sur des entreprises dispendieuses de la puissance publique, des débours stériles, notamment ceux liés aux entreprises militaires et de conquête. Selon Frédéric Bastiat et Joseph Garnier, « les causes qui menacent la liberté en France, » ne seraient-elles pas, avec l'étatisme, le protectionnisme, et le socialisme, « le militarisme et le colonialisme » <sup>6</sup>, et tout ce qui nourrit, de façon coûteuse, les « haines nationales ».

Bien que fondé sur les faits plus que sur une élaboration théorique, le *Dictionnaire* prend appui sur l'idée de “science”, pour affirmer sa fonction normative, y compris au plan moral. L'étude de la science de l'économie politique, telle que le *Dictionnaire* la diffuse n'est-elle pas susceptible « d'amener au bon sens une population dont les préjugés et les erreurs » [ne devraient pas continuer à résister] « à de semblables démonstrations » <sup>7</sup>.

---

<sup>5</sup> Karl Marx, *Le Capital*, Livre I, Chapitre 1, (« Les deux facteurs de la marchandise » et « Le double caractère du travail présenté par la marchandise »).

<sup>6</sup> Damien Theillier, « Guillaumin et Cie. Un patrimoine français à explorer », Revue Contrepoints.org, 2013.

<sup>7</sup> Introduction d'Ambroise Clément, *Dictionnaire*, p. XXVII.

« Aucun autre ordre d'études ne saurait offrir aux sociétés autant de lumières propres à la guider dans les voies d'une civilisation réelle, et à leur faire éviter celles qui conduisent à la décadence et à la ruine »<sup>8</sup>.

Passons maintenant par voie d'introduction à « l'oraison funèbre » que prononce Louis Reybaud dans son entrée « Socialistes, Socialisme », dans le *Dictionnaire de l'économie politique* de Coquelin et Guillaumin dans l'édition de 1853.

Reybaud considère qu'après la défaite du socialisme accomplie selon lui lors de la révolution de 1848, condamne à jamais toutes ces « chimères » qui ont fait leur temps. Comme l'anabaptisme hier, le socialisme a été vaincu par le cri de la conscience publique. On peut porter un jugement définitif sur cette cause et prononcer son « oraison funèbre » :

« On a vu les idées à l'essai et les hommes à l'œuvre ; tout cela est jugé désormais. La même foule qui battait des mains à ces régénérateurs de l'humanité ne les accueillerait aujourd'hui qu'avec des sifflets et procéderait *au besoin à leur exécution*. [...] Non seulement le succès leur a échappé, mais leur échec a été des plus ridicules et des plus tristes que l'on puisse voir. Le hasard, une surprise de l'opinion, leur avaient livré la société comme un champ d'expériences ; ils pouvaient essayer sur elle toutes leurs formules de parfait bonheur, de satisfaction et de prospérité illimitées ; ils pouvaient en disposer à leur gré, y fonder leur âge d'or, lui prodiguer les délices de leur paradis imaginaire [...] ; rien ne gênait leur action, ne s'opposait à l'application de leurs programmes ; ils étaient les maîtres, ils commandaient, ils avaient l'influence et le pouvoir. Qu'en est-il résulté ? Un déplorable et universel avortement. Ce sont là des déceptions auxquelles on ne s'expose pas deux fois. [...] Ainsi, en affirmant que le socialisme est éteint, du moins dans la forme où il s'est dernièrement produit, il n'y a pas à craindre de démenti ni du temps, ni des événements : parler de lui, c'est presque prononcer son oraison funèbre. »<sup>9</sup>

La tonalité du discours donne la mesure de la peur ressentie. Les tenants de la chimère socialiste ayant été anéantis ou proscrits, les tenants de l'échange libre peuvent pavoiser et juger leurs adversaires en toute impunité. « *Parce qu'ils avaient eu peur, parce qu'ils n'avaient plus peur* », parce qu'on pouvait imaginer enfin que le socialisme était à jamais éteint, qu'on pouvait enfin, et pour toujours, procéder au besoin à l'exécution des hommes et des idées.

Mais en quoi consiste pour Louis Reybaud ce socialisme dont on prononce à la fois l'exécution et oraison funèbre.

---

<sup>8</sup> *Ibidem*, p. XI.

<sup>9</sup> *Ibid.*, t. 2. 629.

L'article « Socialistes, Socialisme » du *Dictionnaire* donne un aperçu. Pour l'essentiel ce qui est combattu dans l'article « Socialisme » est toujours aujourd'hui combattu. On pourrait presque dire que l'économie politique du second XIXe siècle se constitue comme un anti-socialisme systématique. L'examen d'un grand nombre d'articles en atteste. Outre « Socialistes, Socialisme », on a consulté les articles : « Communisme », « Concurrence », « Crises commerciales », « Division du travail », « Droit au travail », « Économie politique », « Entrepreneur d'industrie », « État », « Gouvernement », « Harmonie industrielle », « Laisser-faire laisser-passer », « Législation », « Lois », « Nature des choses », « Propriété », « Necker », « Rousseau », et « Sismondi ». Mais aussi l'article « Morale », ainsi sous-titré : « Accord de l'Économie et de la morale ». Parmi les auteurs retenus : Frédéric Bastiat, Henri Baudrillart, Ambroise Clément, André Cochut, Charles Dunoyer, Léon Faucher, Charles Renouard, Louis Reybaud, et Henri Say.

Ces différents articles illustrent les orientations générales professées par l'école des économistes libéraux de tendance optimiste. Dans le *Dictionnaire*, indépendamment des articles techniques, l'ensemble se présente comme une apologétique du capitalisme et son mouvement immanent est l'objet de la science. Cette science elle-même relève de l'ordre naturel. Au contraire du socialisme, le mode marchand capitaliste, se présente comme naturel, et on le verra providentiel. Le socialisme, au contraire, quels que soient les courants qui l'animent, est extérieur à la science, c'est une chimère, une utopie. Il ne s'agit donc pas d'analyser le contenu de ses thèses, elles sont amalgamées en un seul courant depuis la nuit des temps.

On peut parler d'une « lutte entre deux camps », entre science de l'économie politique et principes économiques socialistes. La formule de « lutte entre deux camps » est utilisée par François Vidal, secrétaire de la commission du Luxembourg. Toujours selon Vidal, la lutte met aux prises ceux qui veulent transformer les rapports économiques fondamentaux, et les « économistes » « anti-socialistes » qui prônent le libre jeu des lois prétendument naturelles de l'économie, naturalisant ainsi les rapports sociaux humains. La lutte tourne autour de la question de l'objet de la science économique, les principes et lois qui régissent l'économie.

Pour mieux saisir les termes du débat, on peut dire un mot sur l'économie politique socialiste non utopique, telle qu'elle se constitue après la révolution de 1830, dans un effort pour rendre compte au plus près des processus de reproduction économique de la société, et sur cette base des moyens de sa transformation. Au sein de cette école : de Théodore Dezamy ou Constantin Pecqueur à Charles Dupont-White par exemple —, les théorisations diffèrent, l'unité ne se fait qu'au niveau de la critique de l'économie libérale, du laisser-faire et de l'anarchie qui régit selon eux le mode capitaliste de production et d'échange.

Selon ce courant socialiste, l'économie politique ne peut être conçue comme une science naturelle. C'est une science qui fait intervenir l'activité consciente humaine, c'est-à-dire la politique, donc une science humaine. Livrées à elles-mêmes, les lois de l'économie impliquent le désordre industriel et commercial, les crises

périodiques, entraînant faillites, paralysie du travail, transformant la société en champ de bataille. Une attention particulière est portée au régime de la concurrence, facteur de désordre.

A l'inverse, les tenants du *Dictionnaire* mettent en cause les lois politiques qui « troublent l'ordre naturel ». Les crises industrielles et commerciales sont dès lors nécessaires pour rétablir l'équilibre.

Pour des socialistes, tel que François Vidal<sup>10</sup>, le régime économique existant [laissez-faire] perpétue la misère et porte ainsi en ses flancs un germe de dissolution inévitable et fait fermenter le levain des révolutions. Il rend tout à la fois l'ordre impossible et « *la réorganisation de la société absolument nécessaire* »<sup>11</sup>. Les contradictions qui « reproduisent » le désordre sont aussi celles qui poussent à sa transformation.

Vidal pourtant refuse le qualificatif d'utopie. Il n'est pas question dit-il de faire « *abstraction du milieu actuel [dans lequel] nous pourrions tracer l'idéal d'une société parfaite, créer de toutes pièces, par la pensée, un monde imaginaire, dans lequel tout serait prévu, calculé, combiné* »<sup>12</sup>. La transformation est *nécessaire*, mais pour qu'elle soit *effective*, et ne reproduise plus désordre et destruction, il faut toucher au fondement économique. Le simple droit au travail, indique-t-il, implique déjà que l'on touche à aux fondements de l'économie capitaliste :

« Le droit au travail, qu'on le sache ou qu'on l'ignore, implique nécessairement l'organisation du travail ; et l'organisation du travail implique la transformation économique de la société. Le principe est posé, les conséquences sont inévitables. »<sup>13</sup>

Cette transformation est *possible* sur la base *matérielle* développée par l'élargissement des moyens du travail (machines, grande production), donnant les premiers éléments d'une exploitation unitaire, permettant de s'orienter vers la société d'abondance.

Sur la base de cette analyse, les sophismes de « l'école libérale » sont dénoncés. La liberté des libéraux n'est que l'expression du laisser-faire de la concurrence dans les rapports économiques, qui règle tous les rapports sociaux. L'équilibre ne se rétablit, lors de chaque crise, que par le laisser-faire, qui est liberté de la destruction humaine. La science économique des libéraux est une doctrine du fatalisme.

---

10 François Vidal, *Vivre en travaillant ! Projets, voies et moyens de réformes sociales*, 1848, réédition Centre de Sociologie historique, 1997, et, *De la répartition des richesses ou de la justice distributive en économie sociale*, chez Capelle, 1846, réédition Inclinaison 2012.

11 François Vidal, *opus cité* (réédition Centre de Sociologie historique), p. 65.

12 *Ibid.* p. 33.

13 *Ibid.*, p. 28.

« La loi de l'offre et de la demande est la « théorie transcendante de la force et du hasard, la théorie de la domination des forts et des riches, de l'exploitation des faibles et des pauvres »<sup>14</sup>, la négation de toute prévoyance sociale.

Les économistes libéraux sont tout à la fois fatalistes et optimistes. Fatalistes puisqu'ils posent les vices du régime économique comme résultant de la nature des choses. Optimistes, « en ce sens qu'ils trouvent que tout est à peu près aujourd'hui pour le mieux, dans un monde où les riches jouissent de tous les privilèges »<sup>15</sup>.

Et si la misère, provoquée par le laisser faire, tourne à la révolte et trouble l'ordre merveilleux des choses, là, on ne laisse plus faire ! Le laisser-faire cède la place à l'intervention de la force

L'école socialiste, estime au contraire que « rien ne va de soi-même si ce n'est le désordre », et avec le désordre, pas de véritable liberté. Il s'agit de « détrôner la force et le hasard, et les remplacer par la justice et la prévoyance »<sup>16</sup>, la possibilité d'une anticipation de l'avenir au moyen des leviers politiques, sous l'autorité du peuple.

Comme le faisait Necker, Vidal distingue ainsi les lois immanentes de l'économie, livrée à son propre mouvement, et les lois civiles qui peuvent limiter ou étendre le champ d'action des lois économiques spontanées. Il ne propose pas de supprimer les « lois » du régime capitaliste, ce qui est impossible, mais d'entraver leur action en modifiant les conditions économiques générales.

Si l'on veut entrer dans le détail, on peut maintenant analyser de plus près quelques articles du *Dictionnaire*. Ce grand travail de publication est aussi un instrument de propagande, et l'entreprise est réussie puisqu'elle contribue à faire oublier après l'expérience de la Révolution de 1848 qu'un autre courant d'analyse de la base économique existait face aux économistes libéraux, à la même époque.

Charles Gide caractérisait les points forts des protagonistes du *Dictionnaire* par trois traits :

- Affirmation que les sociétés humaines sont gouvernées par des lois naturelles.
- Cependant non contraires à la liberté humaine
- Réduction au minimum de l'intervention publique à la sécurité des propriétés et à la libération des échanges<sup>17</sup>.

En prenant quelques articles du *Dictionnaire*, on peut aussi mettre en évidence la tonalité systématiquement antisocialiste de l'ensemble.

---

14 *Ibid.*, p.183.

15 *Ibid.*, p. 159.

16 *Ibid.*, p. 185.

17 Voir Yves Breton et Michel Lutfalla, « Conclusion générale », *L'économie politique en France au XIXe siècle*, op. cit. p. 590.

## Article « Économie politique » (Charles Coquelin)

L'auteur insiste sur les points suivants : l'économie politique est « la science naturelle des sociétés », ainsi que l'ont établi, contre les mercantilistes, les Physiocrates, et Adam Smith. La science économique ne fait que révéler « l'ordre naturel des sociétés ». En ce sens, pour Jean-Baptiste Say, le concept d'Économie sociale ou de Physiologie sociale aurait dû être choisi, plutôt que celui d'« Économie politique », qui évoque malencontreusement l'idée d'une intervention politique humaine<sup>18</sup>.

La science économique en tant *branche de l'histoire naturelle de l'homme*, ne confère à l'homme que le rôle d'une *abeille intelligente*. Nombre de formules s'apparentent à la rhétorique d'auteurs contre-révolutionnaires, tels Bonald ou Maistre, qui s'opposaient à l'expression de tout volontarisme humain, estimé anti-naturel, c'est-à-dire produit de l'art humain, artificiel, criminel et spoliateur.

L'échange universel et les lois qui le régissent ne peuvent être soumis à des barrières artificielles (politique, gouvernements, réglementation des Etats, moins encore aux « systèmes artificiels », tels que socialisme et communisme. En outre le cadre de l'Etat ne convient pas à l'expression de ces lois naturelles.

*La science économique est bien une science et non un art :*

La science révèle les lois de la nature par l'observation, vérités immuables, fondées sur les lois (non arbitraires) de la nature que l'homme ne peut transformer à son gré. Certes l'économie politique a commencé comme « pratique aveugle » des gouvernants, mais désormais la science permet que l'on échappe à cette pratique aveugle, en respectant l'ordre, des lois naturelles, en proscrivant toute « organisation artificielle du travail »<sup>19</sup>.

Puisque le principe suprême de l'économie est celui de la liberté des échanges, on ne doit plus centrer la science économique sur la richesse des nations, telle que reposant sur les deux sources : valeur et utilité, cela donne lieu à des débats stériles. On ne considérera plus la richesse comme fait économique que lorsqu'il y a valeur échangeable. Ainsi, ni les richesses, ni les besoins des hommes, liés à la valeur en utilité, ne devront plus être objets de l'économie politique.

Coquelin aborde encore un des aspects de ce que l'on dénommerait aujourd'hui « mondialisation ». La science économique a pour théâtre l'Univers, *le globe*. L'échange universel impose ses lois partout, l'ordre politique lui est subordonné, dont celui des États. L'échange universel s'affranchit des barrières artificielles, il ne s'arrête pas aux limites des États. Les conditions générales du marché prévalent, ainsi le *fait politique local* disparaît au profit du *fait universel humain*.

---

<sup>18</sup> *Dictionnaire*, t. 1, p. 666.

<sup>19</sup> *Dictionnaire*, t. 1, p. 656.

*La science démontre l'absurdité des théories artificielles : mercantilisme, socialisme, communisme*

Tout ce qui relève d'une intervention politique semble finalement relever du socialisme, qu'il s'agisse des combinaisons artificielles proposées par les « mercantilistes », Colbert et tous les « interventionnistes ». Tout cela relève de « l'absurdité ». Il est absurde de vouloir répartir les fruits du travail en fonction de lois « conventionnelles », non naturelles, de préconiser l'organisation du travail, le droit au travail ou toute réglementation quelconque de la production et des échanges. Ces systèmes artificiels sont sortis de la tête d'hallucinés, de sauvages, d'ignorants, de sectes, qui n'ont pas goûté aux splendeurs de la science.

Quant au désordre, à l'anarchie, que dénoncent les sectes socialistes, pour le sauvage qui n'a jamais observé le cours des astres, l'anarchie semble régner dans la voûte céleste.

### **Articles « Harmonie industrielle » et « Crises commerciales » de Charles Coquelin.**

Ce que les théoriciens socialistes désignaient comme désordre, chaos, anarchie, engendré par le laisser-faire, la concurrence, Coquelin le nomme *Harmonie*, résultant de ce même laisser-faire. Ce que les socialistes désignaient comme organisation du travail, prévoyance sociale, Coquelin le nomme caprice humain. Des images sont mobilisées à l'appui de cette idée d'harmonie économique immanente : celle de l'orchestre, celle des sphères célestes. Ces images sont transférées, sans démonstration, à l'ordre économique gouverné par l'ordre marchand : harmonie préexistante, établie par « les tendances spontanées de l'espèce humaine ».

On peut reconstituer le « raisonnement » tautologique de Coquelin, en appréciant la valeur « scientifique » de la démonstration qu'il oppose aux sectes socialistes :

L'ordre est harmonie.

Or, il ne peut y avoir de science sans ordre.

Or, il existe une science économique qui établit cet ordre préexistant

Donc, il y a bien harmonie préexistante.

CQFD.

En niant l'harmonie par des mesures artificielles, les sectes socialistes s'opposent à la science. En prônant *l'organisation du travail*, l'intervention publique, ces sectes sont en outre « *désorganisatrices* » de l'ordre naturel.



L'harmonie se fonde sur l'opposition des intérêts, qui concourt à l'ordre général « *sans même que les individus s'en doutent* »<sup>20</sup>. Grâce à l'action providentielle de la concurrence, à travers l'opposition entre vendeurs, et dans le débat entre ceux-ci et les acheteurs, le prix est ramené à son juste niveau. Si ceux qui jettent un « *coup d'œil superficiel* » sur la marche de l'économie, ne voient que désordre, chaos, l'observation et l'étude révèlent « [l']ordre réel et merveilleux », les prodiges que réalise l'ordre naturel<sup>21</sup>.

Les crises commerciales peuvent sembler contredire cet ordre providentiel, mais la science trouvera un jour le rapport entre ces dissonances apparentes et l'harmonie. Les crises en fin de compte sont un moyen de retourner à l'harmonie. Ce n'est qu'un « *dérangement subit des affaires, « qui en trouble la marche* », mais on peut guérir le mal par le mal, c'est-à-dire par le bien suprême selon Coquelin, *la concurrence*<sup>22</sup>.

**L'article « Concurrence »** rédigé par Charles Coquelin développe ce point de vue.

La concurrence économique est une forme particulière de la concurrence générale entre les hommes. Elle est donc naturelle et éternelle. On ne peut pas la supprimer.

*La concurrence est bénéfique.* Sous son action, l'équilibre se rétablit. La concurrence est facteur de progrès, elle tient les intérêts en éveil, stimule les producteurs en rivalité. Ses inconvénients ne tiennent pas à elle-même, mais aux « *imperfections de la nature humaine* »<sup>23</sup>.

La concurrence est « *trop inhérente aux conditions premières de la vie sociale* »<sup>24</sup>. En dépit des inconvénients qui peuvent l'accompagner, et qui ne relèvent pas de son principe, son action est remarquable. La tâche de l'économiste est d'en exposer « *les merveilleux effets* »<sup>25</sup>.

La concurrence est le « *régulateur souverain* », la « *puissance mystérieuse qui conduit les hommes à leur insu* »<sup>26</sup>. « *Puissance bien autrement éclairée* », elle s'impose comme « *régulateur unique et souverain* », « *c'est guide suprême, le régulateur infailible du monde industriel ; c'est la source première des lois providentielles en vertu desquelles ce monde se dirige et se gouverne ; c'est, s'il est permis de le dire, le législateur invisible, mais toujours présent, qui introduit*

---

20 *Dictionnaire*, t. 1, p. 853.

21 *Ibid.*, t. 1, p. 853.

22 *Ibid.*, t. 1, p. 526.

23 *Ibid.*, t. 1, p. 449.

24 *Ibid.*, t. 1, p. 450.

25 *Ibid.*, t. 1, p. 450.

26 *Ibid.*, t. 1, p. 454 et p. 453.

*l'ordre et la règle dans ces relations industrielles si étendues, si variées, si multiples, où sans lui on ne trouverait bientôt que la confusion, le désordre, le chaos* »<sup>27</sup>.

Les maux que l'on impute à la concurrence, proviennent en réalité de la réglementation contraire à l'ordre naturel. L'idée absurde d'organisation de l'économie à l'image d'une armée, réglant l'ensemble des mouvements, évaluant les différents besoins, prévoyant les travaux à exécuter dans les différentes branches. Cette idée d'organisation selon un plan d'ensemble est impossible, hors du ressort des hommes. Seule la puissance souveraine de la concurrence peut régler la répartition des produits échangeables et leur valeur relative. Il ne faut pas lui faire obstacle. Si la concurrence avait toujours régné sans obstacle, l'humanité aurait marché de progrès en progrès. Tous les interventionnismes et plus encore les prétentions socialistes ont entravé cet ordre naturel harmonieux, et désormais la société pourra bénéficier de leur défaite définitive.

### **Article « Socialistes, Socialisme » de Louis Reybaud.**

La science économique est ici mise en œuvre comme arme pour l'éradication de l'idée socialiste.

Le label scientifique attaché à l'économie politique, comme branche de l'histoire naturelle, a pour fonction principale la délégitimation des théories de l'intervention humaine, plus spécialement le socialisme et toute visée de transformation de la base économique. Le socialisme n'est que l'ennemi du jour. L'économie politique du Dictionnaire, on l'a dit, se construit en partie contre lui.

Le véritable souverain est le mouvement immanent des échanges marchands, auquel tous doivent être soumis. On ne peut dans ce cadre imaginer une souveraineté d'ordre humain, qui dérangerait les lois naturelles de la concurrence, porterait atteinte à la propriété privée, d'ordre naturel elle aussi.

Ceux qui posent que le peuple est capable de décider du sort de la société, sont hors la science, plus grave encore, ils sont destructeurs de l'ordre providentiel. L'idée que l'homme puisse transformer la société est une idée dangereuse. Et le « socialisme » n'est pas autre chose que l'instauration d'un régime artificiel de spoliation, sous l'égide de l'État.

L'essentiel du combat se mène ainsi contre le socialisme. Et bien qu'on ait prononcé son oraison funèbre, il semble se présenter encore en tant que spectre, capable d'abuser les classes non éclairées par les lumières de la science. Certes le socialisme n'est pas nouveau, c'est un seul et même courant qui va de Platon, Campanella, à Saint-Simon ou Louis Blanc Mais ce qu'il y a de nouveau et de dangereux dans les théories récentes, à partir du XVIIIe siècle, c'est que l'utopie socialiste ne se limite plus à « un petit cercle d'initiés », qu'elle exerce une « influence

---

<sup>27</sup> *Ibid.*, t. 1, p. 454, 451.

délétère » sur « la partie saine de la société », qui devient complice de ses « divagations »<sup>28</sup>. L'idée délétère centrale qui contamine la partie saine.

L'idée socialiste d'égalité (sociale et civile) s'inscrit elle-même contre ce cours naturel des choses, c'est une spoliation, une atteinte à la libre propriété. La vie sociale ne doit pas contredire la diversité naturelle des facultés, en favorisant l'accession à l'égalité civile, à la manière de Rousseau. Ceux qui prônent l'égalité veulent en fait imposer une « concurrence aveugle, stérile, anarchique des appétits », celle des « instincts égoïstes », des « injustes prétentions », s'exprimant sous forme de violence communiste anti-naturelle », contre la liberté et la « concurrence légitime, laborieuse, éclairée, profitable à tous, des intérêts »<sup>29</sup>.

L'égalité civile (suffrage universel) qui permet l'expression de la volonté générale, implique cette spoliation. La liberté individuelle ne peut être sacrifiée à la volonté la plus générale, et l'égalisation par la loi que réclament les socialistes est spoliation de la propriété par la loi, c'est déjà du communisme.

Il ne faut pas faire accéder au droit politique les injustes prétentions des appétits et instincts égoïstes, soutenir le principe de souveraineté du peuple, le suffrage universel. Le peuple, qui n'a pas le savoir est enclin à se tromper sur les lois de l'économie politique. Mises en possession du droit politique, les classes déshéritées sont tentées d'user de la législation pour réaliser « la spoliation universelle »<sup>30</sup>. Le suffrage universel, finalement se situe lui aussi en ce lieu, hors la science, où l'on ne perçoit que « mêlée confuse », et non « [l']ordre réel et merveilleux qui s'y cache derrière un désordre apparent » et qui « ne se découvre, en général, qu'à l'aide de l'observation et de l'étude »<sup>31</sup> ?

Pour maintenir l'ordre, les injustes prétentions doivent être combattues, en créant des habitudes sociales propres à faire naître la sécurité, en combattant les chimères qui peuplent l'esprit des classes déshéritées. On doit combattre l'influence des « cerveaux en délire », des « sectes désorganisatrices », de tous les « systèmes arbitraires » qui ne reconnaissent pas l'harmonie nécessaire<sup>32</sup>. Pour cela, il faut faire pénétrer les vérités de l'économie politique et l'enseignement moral qui en découle : La vulgarisation des notions de l'économie politique [aura] pour effet de corriger cette fausse et dangereuse manière de voir.

Quant à la lutte contre cette maladie de l'état social et de l'esprit humain que constitue le « communisme », il faut l'éliminer pour préserver le corps sain. Et comme les libéraux sont tout de même plus près du pouvoir que les socialistes, il

---

28 *Ibid.*, t. 2, p. 632.

29 *Ibid.*, t. 1, p. 422, p. 423, p. 388, et p. 422.

30 *Ibid.*, t. 2, P. 94.

31 *Ibid.*, t. 1, p. 853, P. 854.

32 *Ibid.*, t. 1, 452, 852, t. 2, p. 241.

leur sera plus facile d'imposer la vérité de la science contre les esprits malades, la folie humaine.

Pourtant, la contre-attaque libérale de l'après 48 contre le socialisme, se révélera, en fin de compte, chimérique elle aussi, projection imaginaire d'un non-lieu où s'évanouissent les antagonismes du monde réel, utopie qui ne se situait pas en une île, un âge d'or hors de l'histoire, mais dans le lieu même de la « science », dont l'économie libérale revendiquait le statut, dans le lieu même du régime où elle se développe, le mode capitaliste de production et d'échange. Et sans pouvoir, à tout jamais, empêcher que le « hasard », une « surprise de l'opinion » n'apportent à nouveau leurs démentis au prononcé de cette oraison funèbre.